



| L'ancien Président Lula (2003-2011) a été arrêté et interdit de se représenter, son successeur, Dilma Rousseff, a été également empêchée en 2016. On craint que Bolsonaro interdise complètement le Parti des travailleurs (PT).

# L'AVENIR DE LA GAUCHE AU BRÉSIL

*par Monica Valente*

Les récentes élections au Brésil se sont déroulées dans un climat de rejet des politiques traditionnelles, du Parti des travailleurs (PT) et du système en général. Dans ce contexte particulier, Jair Bolsonaro est parvenu à se démarquer comme un candidat anti-système, tout en bénéficiant du soutien d'institutions de tradition conservatrice telles que l'Église néo-pentecôtiste et les forces de sécurité, mais aussi de figures des secteurs financier et agricole, et du lobby des armes.

“

*Son discours  
« anti-corruption,  
anti-politique,  
anti-gauche » et  
homophobe,  
ses attaques contre  
les droits de l'homme et  
ses préjugés en général  
ont fait de  
Jair Bolsonaro un  
candidat  
« anti-système ».*

”

Pour les instigateurs du « coup d'État » qui a entraîné la destitution de Dilma Rousseff en 2016 et son remplacement par le vice-président Michel Temer, l'objectif du scrutin de 2018 était de conclure et de légitimer ce processus avec l'élection d'un candidat de centre-droit, porteur d'un programme de réformes néolibérales. Ce programme prévoit une réforme de la sécurité sociale, la privatisation totale des entreprises publiques, et la fin de la politique étrangère multilatérale des présidents Lula et Dilma Rousseff.

C'est dans cette optique que le Parti des travailleurs (PT) a été fustigé par la presse et accusé de corruption. L'ancien président Lula a été injustement arrêté, condamné et destitué au mépris du droit brésilien, alors que la plupart des partis de droite se ralliaient derrière un candidat qui a bénéficié de plus de 40 % du temps d'écoute et d'antenne à la radio et à la télévision.

Ils ont toutefois omis de faire approuver cette stratégie par un électoralat divisé entre, d'une part, le candidat de gauche Fernando Haddad (qui a remplacé Lula après sa destitution), membre du PT, en coalition avec d'autres partis de gauche, et, d'autre part, un ancien militaire d'extrême droite, Jair Bolsonaro, qui représente un petit parti, le Parti social-libéral (PSL), vainqueur du scrutin.

Les attaques et les calomnies des médias contre le PT, ainsi que la participation d'électeurs de droite à des actes de corruption, sont à l'origine d'un sentiment de rejet de la politique, du PT et du système en général chez une grande partie de l'électoralat. Ce sentiment est particulièrement répandu parmi la classe moyenne, qui vote généralement pour des candidats de droite, et parmi certains groupes sociaux plus dépolitisés qui ont émergé lorsque Lula et Dilma étaient au pouvoir.

Ce sentiment a contribué à la victoire de Jair Bolsonaro. Son discours « anti-corruption, anti-politique, anti-gauche » et homophobe, ses attaques contre les droits de l'homme, ses préjugés en général, et le fait qu'il soit soutenu par des institutions de tradition conservatrice telles que l'Église néo-pentecôtiste et les forces de sécurité, par des figures des secteurs financier et agricole, ainsi que par le lobby des armes, ont fait de lui un candidat « anti-système ».

Même si la gauche et le centre-gauche se sont divisés avec trois campagnes présidentielles différentes, Fernando Haddad est arrivé au second tour, où il est parvenu à recueillir plus de 47 millions de votes. Le PT est devenu le plus grand parti à la Chambre

des Députés, et la gauche et le centre-gauche y sont désormais légèrement plus représentés.

L'échiquier politique brésilien est composé de nombreux partis, même si le droit électoral impose désormais un seuil de vote à atteindre qui encouragera les petits partis à fusionner. La droite reste majoritaire au Parlement, et le défi pour Jair Bolsonaro sera de tempérer le discours « anti-politique » qui a tant plu à ses partisans, étant donné qu'il doit désormais former un gouvernement capable de constituer une majorité au Congrès national.

Il tentera sûrement d'évincer le PT et de concrétiser son projet de criminalisation des mouvements sociaux en faveur des sans terre, des sans-abris et des syndicats, alors qu'il cherche à gouverner sans opposition ou avec une opposition sur la défensive.

Dans ce contexte, la Gauche se retrouve dans une position qu'elle n'avait plus connue depuis la dictature militaire en 1985, et la première chose à faire est de créer des alliances politiques pour contrer les attaques faites à la démocratie.

Dans un deuxième temps, il faudra défendre un programme qui propose une alternative à l'évolution néolibérale de la société. Le nouveau gouvernement ira encore plus loin que les gouvernements des années 1990 et le gouvernement illégitime de Michel Temer, car il sera néolibéral, autoritaire et très proche des intérêts des grands groupes financiers internationaux.

Dans un troisième temps, il faudra nouer des relations plus solides avec des partenaires internationaux, afin de faire front commun pour la défense de la démocratie dans toutes ses dimensions économiques, sociales et politiques. Ce mouvement devra être fondé sur le respect des droits et des

libertés, sur l'égalité, la souveraineté, le multilatéralisme et la paix, car le gouvernement de Jair Bolsonaro pourrait de surcroît devenir la pierre angulaire d'une « extrême droite internationale », bâtie, entre autres, par l'ancien bras droit de Donald Trump, Steve Bannon, le premier ministre hongrois, Viktor Orbán, et le ministre italien de l'intérieur, Matteo Salvini.

Il ne fait aucun doute que dans un avenir immédiat, la grande complexité de la situation exigera des démocrates et des progressistes qu'ils coopèrent et qu'ils s'engagent résolument à forger une alliance démocratique pour défendre les mouvements sociaux et populaires, mobiliser la population et résister.

*L'échiquier politique brésilien est toujours composé d'un grand nombre de partis.*

**@Monica Valente**



**> AUTEUR**

**Monica Valente** est la secrétaire aux relations internationales du Parti des travailleurs (PT) brésilien et la secrétaire exécutive des conférences du Foro de São Polo, qui réunissent des partis progressistes d'Amérique latine et des Caraïbes.

# ÉLECTIONS AU BRÉSIL: LES FUTURES RELATIONS AVEC L'UE

*par Celso Amorim*

Avec optimisme, on pourrait être tenté de penser qu'une fois les élections terminées et la victoire assurée, les attitudes et les déclarations deviendraient plus rationnelles et réalistes. Jusqu'à présent, cela n'a pas été le cas. Le nouveau président élu et ses partisans continuent de faire peser des menaces sur les personnes et les mouvements sociaux. Une violence et des incertitudes similaires prennent également la tête de la politique étrangère et un nouveau scénario semble difficile à prévoir pour le moment.



Lire l'article complet en ligne  
[www.progressivepost.eu](http://www.progressivepost.eu)



**> AUTEUR**

**Celso Amorim** est un diplomate brésilien qui a exercé à deux reprises les fonctions de ministre des Affaires étrangères sous les administrations Franco et Lula et de ministre de la Défense sous la présidente Dilma Rousseff.